

Où va la Chine ?

Jean-Pierre Cabestan

N#2022-12

Décembre 7, 2022

A propos d'Asia Centre:

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Jean-Pierre Cabestan est directeur de recherche au CNRS rattaché à l'Institut de recherche français sur l'Asie de l'Est (IFRAE) de l'INALCO. Il était de 2007 à 2021 professeur au Département de science politique de l'Université baptiste de Hong Kong qu'il a dirigé de 2007 à 2018. Il est aussi chercheur associé à Asia Centre, Paris ainsi qu'au Centre d'étude français sur la Chine contemporaine de Hong Kong. Nommé officier des Palmes Académiques en 2018, il est depuis 2019 membre correspondant de l'Académie des sciences d'outre-mer (ASOM).

Il a été de 2003 à 2007, rattaché à l'UMR de droit comparé de l'Université de Paris 1. Il a dirigé de 1998 à 2003 le Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC) de Hong Kong ainsi que ses publications, Perspectives chinoises et China Perspectives. Il a établi en 1994 et a dirigé jusqu'en 1998 l'Antenne de Taipei du CEFC. Recruté au CNRS en 1983, il a été alors affecté à l'Institut de recherche comparative sur les institutions et le droit, situé à Ivry-sur-Seine. En 1990-1991, il a enseigné la politique chinoise à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres.

Jean-Pierre Cabestan est docteur d'Etat en droit (Université de Paris 1, Panthéon- Sorbonne, 1988) et diplômé de chinois (Maîtrise de langues et civilisations orientales, Université de Paris 7, Jussieu, 1979) et de japonais (Licence de langues et civilisations orientales, Université de Paris 7, Jussieu 1984).

 Asia Centre

experts & trends

Où va la Chine ?

Jean-Pierre Cabestan

7 Decembre 2022

La Chine affirme désormais ses ambitions économiques, géopolitiques et stratégiques. Une nouvelle guerre froide sino-américaine en résultera-t-elle ? C'est la question initiale qui structure l'analyse proposée, sur un pays en quête d'un équilibre entre prétentions internationales et défis intérieurs.

Les références originales de ce texte sont : "Où va la Chine?" Jean-Pierre Cabestan, Question d'Europe n°643, Fondation Robert Schuman, 17/10.2022 . Ce texte, ainsi que d'autres publications, peuvent être consultés sur le site de la Fondation Robert Schuman; il a été publié, dans une version initiale, dans le Rapport Schuman 2022.

La Chine est ambitieuse, elle le fait savoir et tout le monde commence à en prendre conscience. À tel point qu'un nombre croissant d'observateurs craignent de la voir prendre de plus grands risques pour atteindre ses objectifs et ainsi tomber dans le fameux « piège de Thucydide » ; bref, de se lancer dans une guerre, notamment autour de Taïwan, qui impliquerait forcément les États-Unis. Son but n'est-il justement pas de supplanter l'Amérique pour devenir la première puissance au monde ? Si, d'ici 2028 ou 2030, l'économie chinoise dépasse en valeur de son PIB l'économie américaine, on peut douter qu'elle parvienne à détrôner les États-Unis de son piédestal. Celui-ci sera sans doute moins haut et plus contesté. Mais plutôt qu'à une transition de puissance, le monde est en train d'assister à l'émergence d'une nouvelle bipolarité, durablement asymétrique et, sans doute aussi, à une nouvelle guerre froide.

« Guerre improbable, paix possible »

Tout d'abord, qu'en est-il de Taïwan, le scénario de guerre le plus probable ? Depuis 2021, Pékin a multiplié les bruits de bottes aux alentours de cette île, devenue démocratique en 1996 et qui a pour nom officiel la République de Chine, par opposition à la République populaire de Chine, le régime fondé par Mao Zedong en 1949 et présidé actuellement par le puissant Xi Jinping. Le gouvernement chinois a envoyé à de multiples reprises ses avions de chasse défier la zone de défense aérienne taïwanaise. Il cherche à interdire aux bateaux de guerre des pays tiers de traverser sans son autorisation le détroit de Taïwan, ce bras de mer de 150 km de large qui sépare les deux Chine. Mais est-il prêt à annexer par la force Taïwan ?

Dans cinq ou dix ans, la Chine en aura les moyens sauf si les États-Unis interviennent, ce qui est de plus en plus probable, au regard de toutes les déclarations émises par l'administration Biden depuis sa prise de fonction et de la mobilisation de plus en plus ouverte du Pentagone pour, justement, dissuader l'Armée populaire de libération (APL) de se lancer dans une telle aventure. À plus long terme, la question est double : quel camp aura le cran de risquer de déclencher un conflit nucléaire si ses plans d'attaque ou de défense venaient à échouer ? Si pour la Chine, Taïwan constitue un intérêt vital, ce n'est pas le cas pour les États-Unis. Par voie de conséquence, on peut craindre que, dans un avenir plus lointain et en dépit des engagements au demeurant assez vagues

pris envers Taipei, Washington contraigne cette capitale d'accepter une forme d'unification en échange de la préservation de sa démocratie.

Mais il reste de nombreuses incertitudes à lever avant qu'un tel compromis puisse être négocié, en particulier la valeur de la formule « un pays, deux systèmes » imaginée par Deng Xiaoping au regard de l'évolution récente de Hong Kong : Taiwan peut-il accepter cette mise sous tutelle sans tenter de résister ? En conséquence, dans un avenir prévisible, c'est le coût potentiel de toute agression armée de l'île qui continuera de dissuader Pékin de passer à l'acte.

En mer de Chine méridionale, Pékin a adopté cette même stratégie dite des « zones grises », qui consiste à intimider et pousser son avantage sans outre-passer le seuil de la guerre. Cependant, Washington, Paris, Londres et même Berlin à présent contestent, en y envoyant leur marine, les prétentions territoriales et maritimes chinoises – la fameuse ligne en neuf traits qui inclut plus de 80 % de cette mer. Ce face-à-face a de fortes chances de perdurer, permettant aux autres pays riverains, comme le Vietnam, les Philippines et la Malaisie d'y maintenir leur présence. En effet, s'efforçant de conclure en mer de Chine méridionale un code de conduite contraignant avec ces derniers, la Chine n'a pas intérêt à modifier le statu quo, et ceci d'autant plus qu'elle domine déjà physiquement, par le nombre de ses bateaux et de ses armements, la zone.

Sur la scène mondiale, la pandémie a confirmé combien la stratégie extérieure chinoise accorde la priorité au Sud afin de le gagner à sa cause dans son combat contre le Nord et surtout l'Occident capitaliste et démocratique. Cette stratégie rappelle évidemment celle de Mao qui a pris le pouvoir en Chine par la prise de contrôle des campagnes et l'encercllement des villes. Pendant la pandémie de Covid-19, les nouvelles routes de la soie de Xi Jinping ont poursuivi leur déploiement, atteignant les quatre coins de la planète, même si la réduction de son enveloppe financière et l'endettement croissant des pays en développement en ont progressivement ralenti le rythme. Il n'y a pas de raison pour que, dans les années qui viennent, Pékin modifie une stratégie qui lui a permis de rallier de nombreux pays en développement à des contre-résolutions défendant ses intérêts au Xinjiang ou à Hong Kong. Les strictes règles de quarantaine imposées et maintenues en 2022 par le gouvernement chinois ont, bien sûr, largement réduit les déplacements, nuisant au bon fonctionnement de la diplomatie internationale de Pékin et donc la communication entre acteurs économiques et sociétés civiles chinois et étrangers. Ces restrictions ont contribué à isoler la Chine alors que le reste du monde s'efforçait rapidement de revenir à un mode de vie plus normal. Mais elles n'ont pas ralenti de manière sensible les échanges commerciaux ou les investissements chinois à l'étranger : les uns ont crû de près de 30 % au cours de 2021, tandis que les autres augmentaient de 12,3 %. Autant de tendances qui ont de fortes chances de se maintenir dans les années qui viennent, sauf forte récession chinoise.

Plus largement, la pandémie n'a pas empêché le gouvernement chinois de maintenir un grand activisme diplomatique tous azimuts, par visioconférences ou en dépêchant Wang Yi, ministre des Affaires étrangères, ou son patron, Yang Jiechi, partout où cela était nécessaire. Cet activisme est appelé à durer.

Avec les États-Unis, la température a un peu baissé après l'entretien entre Xi Jinping et Joe Biden du 18 novembre 2021, mais aucun retour à une politique d'engagement de la part de Washington ne semble désormais possible. Le consensus d'opposition à la

République populaire y est trop fort, trop durable. En d'autres termes, l'Amérique a bien l'intention de ne pas se laisser faire : elle va poursuivre son endiguement militaro-stratégique de la Chine, avec l'aide notamment du Quad, de l'AUKUS et même de l'OTAN, continuer d'exclure les entreprises chinoises les plus menaçantes de son marché et, si possible, de celui de ses alliés (Huawei en particulier) et accroître les barrières contre tout transfert de technologies sensibles ou avancées à ce pays.

Certes, on peut penser qu'Américains et Chinois continueront de coopérer sur le climat, comme l'a montré l'accord qu'ils ont signé en amont de la COP26 à Glasgow. Ils vont aussi sans doute reprendre leurs négociations commerciales. Et Pékin a enfin accepté d'ouvrir des discussions sur les questions stratégiques, en clair sur les armes nucléaires. Mais sur Taiwan, la mer de Chine méridionale, les questions commerciales, les droits de l'Homme, notamment la situation au Xinjiang et à Hong Kong, les désaccords ont de fortes chances de rester insurmontables. De plus, les obstacles à un quelconque accord sur les dossiers, notamment commercial et nucléaire, restent nombreux. L'adoption d'un accord de « phase 2 » paraît encore hors de portée. Et l'Armée populaire de libération accroît rapidement le nombre de ses ogives nucléaires qui devrait passer de 300 à 700 en 2027 et à 1 000 en 2030, remettant en cause la stratégie de dissuasion minimale affichée jusqu'alors (les États-Unis en ont plus de 4 000) ; par ailleurs, elle met au point de nouveaux missiles hypersoniques qui fragilisent la supériorité technologique américaine. Dans ces conditions, comment trouver un accord ? C'est plutôt à une nouvelle course aux armements qu'il faut s'attendre.

Dans le même temps, les contacts avec l'Union européenne sont demeurés intenses, Pékin cherchant à enfoncer un coin entre celle-ci et l'allié américain. Mais là aussi quelque chose s'est brisé, qu'il sera difficile à l'avenir de réparer : les Européens réalisent peu à peu qu'une Chine communiste trop forte n'est pas dans leur intérêt.

Déjà gravement atteinte par sa diplomatie agressive, dite du « loup guerrier », et la multiplication de ses attaques ad hominem, la Chine a vu son image fortement se détériorer au Nord, d'après les enquêtes du Pew Research Center. Et il y a peu de chances qu'elle s'améliore dans les années qui viennent ; une perception qui, à coup sûr, pèsera sur la politique chinoise des gouvernements des pays démocratiques.

C'est surtout au Sud que la Chine pourra continuer à l'avenir d'accroître son influence. Les opinions y restent favorables à la Chine comme d'ailleurs aux États-Unis (de l'ordre de 60 % d'après Afrobarometer), tant la plupart des pays en développement sont devenus dépendants de Pékin, tant en financements (par des prêts plus ou moins concessionnels) qu'en constructions d'infrastructures (toujours par des entreprises chinoises). Dans de nombreux pays en développement, grâce à ses largesses, Pékin va continuer de capter un plus grand nombre d'élites dans les années qui viennent. Néanmoins, la question de la dette est de nature à compliquer ses relations avec un certain nombre de pays, notamment en Afrique, qui restent en grande majorité plus proches culturellement et idéologiquement de l'Occident que de la Chine, même lorsqu'ils sont autoritaires.

Mais c'est dans son environnement régional que Pékin rencontre le plus de difficultés. Avec Tokyo, ses rapports sont appelés à rester médiocres du fait de la multiplication des incursions autour des îles Senkaku (Diaoyu en chinois), administrées par le Japon depuis 1895 mais revendiquées par la Chine depuis les années 1970, de la montée des tensions

autour de Taïwan et, plus large- ment, de la crainte dans l'archipel de l'apparition d'une Chine puissante et hégémonique. Il est probable que les relations avec Séoul restent meilleures mais la situation nord-coréenne continuera d'hypothéquer celles-ci. Devenue en 2020 le premier partenaire commercial de la Chine, devant l'Union européenne, l'ASEAN est susceptible de devenir plus méfiante de son grand voisin à mesure que celui-ci assoie sa domination régionale, l'incitant à demander plus explicitement aux États-Unis de renforcer leur rôle de contrepoids. En dépit d'une reprise des échanges économiques, les relations sino-indiennes auront du mal à se remettre de la crise provoquée en 2020 par les premiers incidents frontaliers meurtriers depuis 1975 : elles vont continuer d'être ce mélange de coopération et de rivalité stratégique auquel on s'est habitué. La chute de Kaboul, en août 2021, a ajouté une source d'incertitude et d'insécurité à la frontière occidentale de la Chine (le corridor de Wakhan), contraignant Pékin à rapidement trouver un modus vivendi avec les Talibans afin de les persuader de contrôler les mouvements terroristes susceptibles de s'incruster au Xinjiang

Dans ce contexte, sur quels pays la Chine pourra-t-elle compter ? Ils sont peu nombreux. Il y aura d'abord la Russie, devenue une sorte de quasi-allié, le Pakistan, ami de toujours et par « n'importe quel temps », et la Corée du Nord, qui est plutôt un fardeau qu'un atout.

Priorité aux défis intérieurs

Ces perspectives internationales ne sont pas toutefois de nature à détourner Xi Jinping de ses objectifs intérieurs. Ceux-ci resteront prioritaires. Le sixième plénum du Comité central du Parti communiste chinois a adopté, au mois de novembre 2021, une résolution à la gloire du PCC et de son chef. Présentant les cent premières années de l'histoire du Parti comme une succession quasi-interrompue de victoires et de brillantes réalisations, ce texte est destiné à légitimer la perpétuation du règne de Xi Jinping et de la domination de sa soi-disant « pensée ».

Le XXe congrès du PCC ouvert le 16 octobre 2022 devrait entériner le maintien de Xi au pouvoir tout en renouvelant profondément la direction et, ce qui est moins sûr, promouvoir un successeur éventuel.

Cela étant, Xi Jinping n'est pas aussi omnipotent et incontesté que le laissait penser le communiqué de ce plénum. La résolution en question évoque un certain nombre de problèmes qu'il aura du mal à surmonter, notamment le manque de loyauté d'un certain nombre de cadres, le décentralisme, c'est-à-dire l'autonomie excessive des gouvernements locaux, mais aussi la rémanence de la corruption et la faiblesse des mécanismes de consultation d'un « peuple » pourtant officiellement « maître du pays » depuis la création du régime en 1949. La révision de la Constitution introduite en 2018, qui permet à Xi Jinping de prolonger autant qu'il le souhaite son mandat présidentiel, la concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul homme et le retour du culte de la personnalité sont mal acceptés par de nombreux membres des élites, tant du Parti que des milieux d'affaires ou intellectuels. En outre, le durcissement de la répression de toute voix dissonante, malgré la faiblesse du mouvement démocratique, contribue à alourdir l'atmosphère et à affecter la popularité de Xi. Bref, l'avenir de Xi Jinping n'est pas aussi tracé qu'on le dit souvent : les évolutions politiques en Chine nous ont souvent surpris. Pourquoi cela ne serait-il plus vrai à l'avenir ?

Afin de renforcer la légitimité du Parti, Xi Jinping a adopté une nouvelle stratégie résumée par ce slogan : la « prospérité commune ». Son objectif est de réduire les inégalités et d'améliorer les filets de protection sociale, notamment pour les travailleurs migrants (environ 270 millions de citoyens) et les ruraux, qui représentent encore 36 % de la population. Or, cette protection est largement financée par les gouvernements locaux, en particulier les provinces et les municipalités. En dépit des efforts de redistribution qu'il va déployer, Pékin éprouvera beaucoup de difficultés à imposer à l'ensemble des collectivités territoriales une application uniforme de cette politique.

L'économie continue d'être la préoccupation première de Xi Jinping et du gouvernement chinois. Dès à présent, le ralentissement de la croissance et la multiplication des faillites dans le secteur immobilier annoncent des jours difficiles. En outre, d'autres défis attendent le Parti, qui sont d'abord économiques : la priorité donnée au secteur d'État et la tentation de raccourcir la laisse des entreprises privées, sous prétexte de lutte contre les abus de position dominante d'Alibaba ou de Tencent, sont de nature à compromettre la poursuite du développement, d'augmenter les risques de stagflation et, à terme, de voir l'économie chinoise s'enfermer dans le fameux « piège du revenu moyen ». En réalité, seul un essor plus grand du secteur privé accompagné d'une plus nette ouverture sur l'étranger peuvent créer des emplois et permettre à la Chine de poursuivre sa modernisation. Mais le PCC de Xi peut-il accepter les implications politiques de ce choix ?

Parmi les autres défis, citons le vieillissement rapide de la population, la chute du taux de natalité, la frustration croissante d'une jeunesse qui ne trouve pas d'emploi à hauteur de ses qualifications, le coût des logements et le paternalisme répressif d'un pouvoir qui cherche sans cesse à brider les penchants et les envies d'une société urbaine plus autonome et avide de liberté personnelle, sinon encore politique. Autant de facteurs qui vont contraindre Xi Jinping, ou son successeur, à gouverner le pays avec un plus grand discernement.

Chine numéro 1 ?

Tout ceci nous conduit à notre point de départ : Chine, premier grand ? Le Japon s'y est essayé par le passé, avec l'insuccès que l'on sait. La République populaire a davantage d'atouts, notamment la taille de son économie et de son armée ainsi que le nombre de ses talents. Mais la Chine va continuer d'être mobilisée par de nombreuses difficultés intérieures, à la fois économiques, sociales et politiques qui vont l'inciter à ne pas prendre des risques exagérés sur la scène internationale.

Dans ces circonstances, la Chine peut-elle prendre la place des États-Unis ? La Chine de Xi Jinping va-t-elle se lancer dans une aventure militaire ? On va plutôt s'orienter vers une nouvelle bipolarité, appelée à rester asymétrique en raison des défis intérieurs que Pékin devra continuer de relever, et vers une guerre froide d'un nouveau type, du fait de l'interdépendance irréductible entre les économies chinoise et américaine. La formule de Raymond Aron restera encore valable pour les années à venir et, en particulier, la relation sino-américaine : « guerre impossible, paix improbable ».

Source : Fondation Robert Schuman